

La sociologie urbaine algérienne ou la difficulté de sortir des paradigmes culturalistes fondateurs

Madani SAFAR-ZITOUN *

Cette communication se veut avant toute chose une tentative de réflexion épistémologique sur les conditions historiques qui ont présidé dans un passé pas très lointain, celui des années cinquante, à l'émergence d'un discours se voulant scientifique sur la ville et l'urbain d'une part et sur les modalités complexes à travers lesquelles ce discours, malgré ses insuffisances et ses incohérences, a continué à se développer jusqu'à étouffer les autres approches concurrentes d'autre part. L'histoire de la naissance et de l'évolution de la sociologie urbaine dans notre pays a en effet ceci de paradoxal, elle a démarré de préoccupations qui n'étaient à l'origine pas du tout académiques¹ et elle a puisé sa substance conceptuelle d'un paradigme explicatif emprunté à d'autres champs conceptuels, notamment l'ethnologie et la sociologie rurale.

En effet, si l'on agréé la définition du paradigme scientifique qu'en donne Kuhn, qui correspond, selon Chalmers à « *un ensemble d'hypothèses théoriques générales et des lois et techniques nécessaires à son application qu'adoptent les membres d'une communauté scientifique* »², en l'occurrence dans notre propos, la communauté des sociologues ou équivalents, il semble que nous nous trouvions actuellement dans la situation de crise qui provoque selon lui la remise en cause du paradigme et son remplacement par un autre reposant sur une construction conceptuelle complètement différente.

Notre propos consiste justement dans cette communication³ à identifier la nature de ce paradigme, à montrer également à travers un certain nombre d'exemples puisés dans les travaux récents comment il

* Professeur, Département de sociologie, Faculté des sciences humaines et sociales, Université d'Alger, membre du conseil de la revue *Insaniyat CRASC*.

¹ A l'origine de l'intérêt sur l'urbain on retrouve un certain nombre de rapports et d'études qui ont servi à documenter l'administration française sur les questions de l'habitat précaire. Citons entre autres le travail de Descloitres, R., Reverdy, J-C., et Descloitres, C., *L'Algérie des bidonvilles. Le Tiers Monde dans la cité*, Paris/La Haye, Mouton, 1963.

² Chalmers, Alan, F., *Qu'est ce que la science ? Récents développements en philosophie des sciences : Popper, Kuhn, Lakatos, Feyerabend*, Paris, Ed. La Découverte, 1987, p. 122

³ Le caractère synthétique de cette communication excusera l'existence de quelques raccourcis et autres formulations apparemment hâtives mais qui s'appuient toutes sur des travaux et analyses précédentes de l'auteur.

est entré dans une situation de crise objective et a tenté un repérage des nouveaux questionnements et hypothèses porteuses d'avancées conceptuelles nouvelles à travers l'analyse des travaux réalisés ces dix dernières années.

La construction du paradigme culturaliste et des conditions de son ancrage dans la communauté scientifique

Une analyse rétrospective de la production sociologique sur l'urbain de 1960 à nos jours, révèle l'existence de quantité de travaux de qualité et d'importance inégales. Si l'on excepte quelques tentatives de renouvellement des problématiques, c'est à dire des corps d'hypothèses théoriques, formulées en fin de notre période d'analyse à savoir les années 90, on peut dire que l'œuvre fondatrice, celle qui fut à l'origine de la constitution du paradigme culturaliste fut sans contexte l'ouvrage de Bourdieu et Sayad «*Le déracinement*»⁴. Elaboré en pleine guerre de libération nationale et publié en 1964, deux années après l'indépendance, ce document singulier par les conditions de sa confection comme travail de commande administrative sur des populations chassées de leurs douars par la guerre et regroupées dans les camps de regroupement gérés par l'armée française, par les choix méthodologiques des auteurs mettant en exergue les facteurs de rupture violente des rapports à l'espace et d'autres aspects encore, allait devenir paradoxalement l'ouvrage de référence des sociologues algériens de l'après indépendance. Par une sorte de phénomène de retournement de sens dont l'histoire des idées a quelquefois le secret, cette somme de réflexions sur un ensemble de situations somme toute assez localisées et tout à fait exceptionnelles et conjoncturelles d'un point de vue sociologique et historique allait se constituer comme cadre explicatif général pouvant prendre en charge la diversité des changements sociaux intervenus dans le rapport des populations algériennes à l'espace.

Il faut dire que cet essai venait à point : il se situait à une époque de grands déplacements de populations générés par l'indépendance du pays, avec tout ce que cela comportait comme mouvements d'installation des ménages ruraux en ville et d'occupation des maisons et espaces ségrégatifs abandonnés par la population européenne. Sur une autre échelle, beaucoup plus vaste et de manière tout aussi violente et soudaine, on voyait en effet se reproduire la configuration des relations et des oppositions dans les modes d'habiter, les rapports à l'espace, la désorganisation sociale qui avait été décrite et analysée par nos deux

⁴ Bourdieu, P. et Sayad, A., *Le déracinement*, Paris, Ed. De Minuit, 1964.

auteurs. La culture rurale faite de l'imposition d'une symbolique puissante déjà repérée dans la société villageoise kabyle profonde⁵, déjà soumise par le fait des installations provisoires dans des camps de regroupement tracés au cordeau par le génie militaire à des processus de reformulation endogènes, trouvait dans les espaces urbains réoccupés par les Algériens des autres "espèces d'espaces" contradictoires qui allaient nourrir la réalité, mais aussi les fantasmes de « ruralisation des villes » brandis par les analystes urbains bien pensants⁶.

La conjoncture historique faisait ainsi bien les choses : elle permettait au même moment où la société algérienne s'urbanisait par son installation dans un espace urbain exogène, bâti en fonction d'autres normes culturelles et d'autres règles d'usage, "l'urbanisation" progressive du paradigme explicatif élaboré pour dire et expliquer les phénomènes d'acculturation analysés dans le monde rural.

En effet, si on peut le résumer en une seule formule idéal-typique, ce paradigme consistait en le système de propositions à portée explicative générale suivant : les situations de déplacement de populations et leur installation dans des espaces qu'ils n'ont pas conçus et produits portent en elles les germes de la confrontation entre les modèles culturels endogènes qu'ils véhiculent d'une part et le modèle culturel exogène cristallisé dans le bâti, dans la mesure où ce dernier procède de l'importation de formes architecturales et urbanistiques et de structures de sens portées par d'autres acteurs sociaux de la production de l'espace d'autre part.

Il va sans dire aussi que ce système reposait sur beaucoup de points sur un autre système explicatif élaboré dans le contexte des changements intervenus dans les conditions d'habitat de la population française de l'après seconde guerre mondiale : celui élaboré par P.H. Chombart de Lauwe en 1948⁷ qui avait construit l'ensemble de son argumentaire autour d'une autre opposition fondatrice : celle des modèles d'habiter des classes laborieuses versus les modèles dominants de la bourgeoisie française et de ses élites techniciennes⁸. La culture habitante des couches populaires françaises, déjà en forte dissonance par rapport à la culture

⁵ A travers les essais publiés tardivement en 1972 : *Esquisse d'une théorie de la pratique* précédé de *Trois études d'ethnologie kabyle*, Genève, Ed. Droz, 1974.

⁶ Notamment Benatia, F., dans ses travaux sur Alger : *L'appropriation de l'espace à Alger depuis 1962*, Alger, SNED, 1977 et *Alger, agrégat ou cité ? L'intégration citadine à Alger de 1919 à 1979*, Alger, SNED, 1980.

⁷ Il s'agit de *Famille et habitation*, Paris, Ed. du CNRS, 2 vol., 1959-60 ainsi que d'autres développements consignés dans *La fin des villes*, Paris, Calmann-Lévy, 1982.

⁸ Voir à ce sujet l'analyse fine de l'évolution de la problématique de cet auteur dans : Amiot Michel, *Contre l'Etat : les sociologues*, Paris, Ed. de l'EHESS, 1986.

architecturale et urbanistique bourgeoise dans le cas français, se redoublait dans le contexte algérien par un facteur d'aggravation de l'altérité et de l'aliénation découlant de l'extrême opposition entre la culture ethnique des populations algériennes et le modèle culturel cristallisé dans l'espace bâti européen et moderne.

Sans qu'il soit possible dans le cadre de cet exposé de faire la part de qui a pu procéder durant cette période à ces adaptations et autres glissements et emprunts de schèmes explicatifs, il est tout à fait évident que les convergences conceptuelles existantes entre deux systèmes expliquent pour une grande part la rapide propension du paradigme de Bourdieu à s'urbaniser rapidement. Dans un article publié en 1980 dans une revue algérienne⁹, Sayad consacre la fiabilité et la généralité du modèle explicatif en milieu urbain. En développant en quelques pages reproduisant presque mot à mot plusieurs pages parues dans l'« *Algérie 60* » de Bourdieu¹⁰ deux années plus tôt, une analyse plus complexe introduisant des concepts "d'embourgeoisement", "d'opposition de classes" etc..... Et il réalise de ce fait la jonction avec une tradition française plus classique de la sociologie urbaine.

En tout état de cause, derrière cette complexification du regard et du modèle explicatif, on assistait ainsi, et cette fois ci sous des plumes prestigieuses et dépositaires d'un savoir légitime et autorisé car provenant cette fois ci de l'Université, à un bouclage quasi définitif de la boucle discursive. Les faits et phénomènes divers de transgression des "normes modernes" cristallisées dans le bâti, qui produisent les modifications et autres processus de réaménagement et de "dégradation" des constructions deviennent explicables et même plus que cela, légitimes puisqu'elles procèdent de l'ordre de l'altérité culturelle, c'est à dire de schémas de comportements involontaires difficiles à contrôler et à réduire.

Par ailleurs, une autre hypothèse implicite contenue dans ce raisonnement, étayée d'ailleurs par l'observation empirique des faits d'occupation de l'espace déjà bâti dans les premières décennies de l'indépendance du pays, s'imposait d'elle même. Elle consistait à assigner systématiquement ces types de comportement de transgression des normes aux populations démunies, en l'occurrence surtout, les populations rurales, considérées comme ayant été les bénéficiaires principales du "miracle urbain" de la décolonisation. Les autres couches sociales urbaines, dépositaires de moins d'altérité culturelle par rapport

⁹ Article intitulé, *Les effets naturels du relogement*, Alger, revue Sciences Sociales Panorama, Octobre/Novembre 1980, Numéro 4 et 5 Spécial Habitat, pp. 11-27

¹⁰ Bourdieu, Pierre, *Algérie 60*, Ed. de Minuit, 1978.

au modèle européen moderne, sortaient par conséquent logiquement de ce schéma de causalité simple et circulaire : elles n'étaient pas censées transgresser des normes "bourgeoises" dont elles étaient les plus ferventes consommatrices.

Enfin et troisième conséquence logique de ce raisonnement : l'Etat national ne faisait que reproduire en ville ce que l'administration coloniale avait fait dans les campagnes : une logique de "retournement"¹¹ de l'espace. Il avait cependant sur ce dernier l'avantage et le privilège de s'intégrer dans une démarche de modernisation et de développement de la société, qui autorisait en quelque sorte la légitimation de la modernité urbanistique violente qu'il apportait.

En tout état de cause, on se retrouvait en cette fin des années quatre vingt en Algérie devant un paradigme explicatif puissant et commode qui permettait de donner un sens sociologique aux mouvements de changements profonds observés dans les villes algériennes, sans que la communauté des sociologues algériens n'y trouve à redire.

Les prémices d'un retournement du paradigme ?

Au moment où la société algérienne commençait à connaître les premiers signes de remise en cause du modèle de développement économique et social initié dans le pays depuis l'indépendance caractérisé par l'imposition d'un urbanisme de type autoritaire laissant peu de place à l'expression de la différence culturelle et de la contradiction architecturale, hormis celle dite "spontanée" qui s'était développée dans les "quartiers conquis de l'illicite"¹², on assista parallèlement à un mouvement complexe de reformulation du paradigme fondateur.

Par retouches successives, un certain nombre de solutions conceptuelles pouvant intégrer les évolutions en cours dans les processus d'ouverture de la société et de surgissement de nouveaux acteurs sociaux furent négociées par les producteurs de discours et de connaissances sur l'urbain. Ces reformulations, qui ne mirent pas en cause le paradigme, mais contribuèrent progressivement à le vider de toute substance explicative, portèrent sur des aspects qui étaient imposés par l'actualité politique et sociale du temps.

Le premier d'entre eux fut le questionnement du rôle de l'Etat dans la gestion et la production de l'espace par politiques urbaines interposées. Au moment où surgissait la contestation politique et sociale et où le pays

¹¹ Selon l'expression consacrée par Côte, Marc, in « *L'Algérie ou l'espace retourné* », Paris, Flammarion, 1988.

¹² Voir Safar Zitoun, Madani, *Stratégies patrimoniales et urbanisation ; Alger 1962/1992*, Paris, Ed. L'Harmattan, 1997.

négociait ses premières réformes structurelles et institutionnelles reposant sur le principe du “moins d’Etat”¹³ et sur la réduction de la part de son interventionnisme dans les sphères de l’économie et de l’habitat en particulier, les analyses et les travaux académiques focalisent leur attention sur les ratés et autres avatars de son fonctionnement. Malgré son affaiblissement, et peut être même à cause justement de sa perte de puissance, l’Etat exerce une puissante fascination sur la communauté scientifique qui n’attend pas beaucoup pour s’engouffrer presque totalement dans cette brèche.

Ce fut l’époque dorée où la critique de l’Etat faussement planificateur fit le menu de dizaines de travaux universitaires, dans la foulée d’une école française marxisante moribonde lançant ses ultimes assauts contre l’ordre urbain libéral. L’Etat “démurge”, L’Etat “modernisateur” et acteur principal et dominant du changement social était voué aux gémonies et accusé de tous les maux ayant frappé la ville algérienne. Et encore une fois, ce tir de barrage nourri permettait de faire l’économie d’une analyse sérieuse de la manière dont il s’était embrayé dans une société urbaine algérienne décidément encore très opaque car décrite selon des catégories obsolètes et inopérantes puisées dans la vulgate bourdieusienne ou marxisante.

Le second aspect qui fut investi de manière massive par les analystes constitue le pendant logique du premier. En effet, puisque l’Etat moderne avait failli dans sa tâche d’imposition de sa volonté de modernisation de la société par le truchement de la manipulation de l’espace matériel et de ses symboles, il fallait essayer de chercher ailleurs, dans la société civile et chez les acteurs ordinaires de l’urbanisation, un modèle alternatif, de substitution. Les sociologues urbains, du moins certains d’entre eux, descendent de leur tour d’ivoire conceptuelle et investissent le terrain à la découverte de ces acteurs triviaux et ordinaires qui font et fabriquent la ville à leur façon, en dehors en dépit des normes et autres oukases de l’administration.

Des avancées réelles dans la connaissance empirique des nouveaux acteurs de l’urbanisation¹⁴ et des formes spatiales et de leurs soubassements catégoriels ou communautaires furent enregistrées, mais sans pour autant qu’il y ait eu un quelconque progrès au niveau de la théorisation de ces résultats. Au contraire, ces données empiriques alimentèrent un discours de redécouverte du modèle originel perdu, d’un

¹³ Le tournant législatif fut observé à partir de 1990 à la suite de la promulgation de la loi 90-25 sur l’Orientation foncière.

¹⁴ Cf. notamment les travaux de Lakjaa, Abdelkader, et Madani, Mohamed, parus dans *Insaniyat*, N°2, automne 1997

fonds culturel vernaculaire authentique encore puissant et créatif qui autorisait la construction d'un modèle mythique de ville parfaite, en phase avec les fondements culturels de la société : la ville et l'habiter islamiques parés de toutes leurs vertus identitaires¹⁵.

Par profonde conviction idéologique, par opportunisme politique ou par simple paresse intellectuelle, les travaux et essais parus à cette époque, par delà leurs différences dans la définition et la description de ce modèle réexhumé allant de sa forme la plus radicale à des conceptions plus atténuées, ne firent en bout de ligne qu'accentuer les prémisses contenues dans le paradigme fondateur. Ils développaient le paradigme culturaliste jusqu'à ses plus ultimes conséquences logiques. En effet, devant un Etat affaibli par la dissidence urbaine et ayant failli à sa mission de modernisation des hommes et de leurs "mentalités", il était tout à fait légitime de lui demander de redéfinir les normes à travers lesquelles il inspirait ses politiques et la nature même de son action vis à vis des populations dépositaires de l'authenticité culturelle. Il était devenu aussi tout à fait légitime de manipuler l'ensemble de l'argumentaire développé par le savoir sociologique sur la question pour appeler à l'instauration d'un urbanisme et d'une architecture plus "juste" et plus respectueuse des traditions, des aspirations et valeurs religieuses.

Le paradigme culturaliste qui avait servi à rendre compte des traumatismes et conflits de valeurs culturelles qui avaient accompagné la difficile "révolution urbaine" de la période de l'indépendance du pays accouchait d'une sorte de modèle explicatif paroxystique situé paradoxalement dans le champ qu'il s'était proposé de désertier : le champ de l'idéologie et des explications magiques du social. Il révélait de cette manière la fonction d'occultation et de travestissement de la réalité qu'il avait commencé à jouer depuis la fin des années soixante dix. Les évolutions qu'allaient connaître les villes algériennes dans les années qui suivirent, au niveau des formes d'urbanisation, au niveau de leurs processus de peuplement après la libération du marché foncier et immobilier et au niveau de la consolidation des pratiques néo patrimonialistes allaient forcer la communauté des sociologues algériens vers la recherche d'autres angles d'analyse et d'autres modèles explicatifs.

La difficile sortie de crise conceptuelle

Malgré la difficulté de l'exercice, du fait d'obstacles objectifs à l'accumulation des données et à leur exploitation, mais du fait également que la majorité de la réflexion sociologique sur l'urbain restait engluée

¹⁵ Voir le document publié à compte d'auteur par le docteur Benyoucef, B., en 1992, *Ichkaliat al oumrane oua el moujtamaâ el islami*, Alger, imprimerie Aboudaoud.

dans les débats hérités de la période précédente, quelques avancées conceptuelles contribuant à poser les questions sur des fondements plus heuristiques sont à signaler. Ce travail de recomposition des regards sociologiques et des problématiques ne semble toutefois pas encore parvenu à un niveau de cumulativité et de circulation des idées permettant de dire que nous sommes en présence d'une refondation du paradigme culturaliste. Les données disponibles, assez disparates et provenant parfois de disciplines connexes à la sociologie, dessinent cependant des tendances et des questionnements qui nous semblent porteuses de quelques perspectives d'analyse et d'explications plus fécondes et productives.

Les avancées les plus pertinentes sont venues des deux lieux où se sont noués les phénomènes analysés, comme s'ils procédaient de deux univers différents : celui de l'empirie, illustré par une multitude de travaux de type monographique très localisés dans le temps et dans l'espace sur des sites d'habitat précaire et "spontané" dans différentes régions et villes du pays d'un côté, celui des déterminants macro sociologique des phénomènes d'urbanisation où se sont distingués quelques essais percutants de l'autre.

En effet, après des décennies d'études "socio économiques"¹⁶ à finalité administrative de médiocre qualité produites selon des méthodologies quantitatives stéréotypées, les impératifs de mise en œuvre de nouvelles approches participatives, en parallèle à des préoccupations plus académiques de compréhension anthropologique des faits d'établissement humain ont apporté un renouvellement de la connaissance des processus de formation et de peuplement des quartiers d'habitat "spontané" et des stratégies diverses déployées par leurs habitants¹⁷. Il est vrai que les effets d'articulation de certains chercheurs locaux aux débats internationaux portant sur la réhabilitation des acteurs ordinaires de l'urbanisation ainsi que l'intérêt manifesté par les organisations internationales aux questions de l'habitat des populations démunies expliquent jusqu'à un certain degré ce virage méthodologique, mais sans plus. Il faut plutôt chercher ce regain de curiosité féconde vis à vis des faits d'urbanisation sans ou "contre l'Etat" à la perte de prise de

¹⁶ Il serait hasardeux et fastidieux de citer les dizaines de monographies réalisées dans le cadre des programmes d'habitat évolutif financés par la Banque Mondiale qui sont parmi les rares à avoir vraiment "servi à quelque chose", notamment à développer les projets d'aménagement urbain en aval.

¹⁷ Là aussi, la recension de cette littérature grise de qualité inégale reste à faire.

la fascination¹⁸ qu'exerçait ce même Etat sur les sociologues induite par la crise sérieuse qu'il connut dans les années quatre vingt dix.

C'est d'ailleurs le spectacle affligeant de cette déréliction du modèle d'Etat planificateur et du procès de son désengagement de l'urbain et de son redéploiement dans des logiques de redistribution des rentes urbaines articulées à des réseaux de pouvoir qui avait conduit quelques autres analystes à chercher dans l'histoire de la formation des systèmes urbains locaux, les principes explicatifs des dysfonctionnements et autres crises urbaines aiguës observées depuis¹⁹. La construction de modèles de relations plus complexes entre les différents acteurs de la fabrication des villes algériennes faisant appel à des entrées de conceptualisation différents comme par exemple l'entrée par le marché foncier et immobilier, celle par l'analyse institutionnelle et des processus de décision, etc. ont dans ce cadre, apporté des éclairages nouveaux et substantiels sur la question urbaine algérienne.

Enfin, quelques autres enquêtes empiriques, pas très nombreuses et non publiées, contribuent de manière cette fois ci radicale à invalider le modèle culturaliste quinquagénaire, dans la mesure où elles réactualisent les données d'observation à partir desquelles avaient été confectionnées les premières théorisations des années soixante, mais dans la mesure où surtout, elles remettent en question l'empreinte de la "culture des pauvres" dans les stigmates et autres atteintes apportées à la qualité de l'espace bâti qui avait dominé la scène sociologique.

Ces enquêtes apportaient en effet, à l'instar des travaux empiriques sur les communautés urbaines locales et les analyses macro sociologiques, des éléments de remise en cause du paradigme sociologique fondateur sur les points nodaux suivants :

- Le "misérabilisme ethnicisant" de l'approche culturaliste qui voulait que la transgression de la norme urbaine ne pouvait provenir que des catégories sociales démunies, en particulier rurales ;
- Le "mythe du modèle d'habitat des pauvres" voulant que ces couches sociales démunies soient poreuses d'un modèle de référence authentique en matière d'habitat ;
- Le principe d'un Etat imposant des logiques modernisatrices de la société ;

¹⁸ Cf Safar Zitoun, Madani, Communication au colloque de l'Institut de Sociologie d'Alger de 1998.

¹⁹ Cf les travaux de ce même auteur, notamment, *Dynamiques sociales et rigidités institutionnelles ou la ville confisquée par l'Etat*, Montréal, Cahier/Discussion Paper, 4-94, Décembre 1994, Villes et Développement.

- L'assignation de contenus et d'une efficace symbolique précise à des formes d'habitat particulières ;

- Le principe de l'homologie des représentations sur l'habiter des couches sociales favorisées avec le discours normatif de l'Etat, etc. En d'autres termes, en élargissant le champ d'intérêt et d'analyse aux autres acteurs de la fabrication de la ville, notamment les "décideurs" et autres couches sociales urbaines moyennes et "supérieures", ces analyses permettaient de faire le lien entre les approches locales des groupes et communautés d'habitat et les analyses macro sociologiques de la dernière génération qui montraient la mise en place de réseaux d'appropriation du foncier et de l'immobilier construits sur des bases clientélistes et patrimonialistes. Leur apport principal se situe fondamentalement dans la découverte que, au contraire de ce que croyaient les sociologues, les faits de transgression, de dépassement, de contournement, de détournement des lois et des normes n'ont jamais été l'exclusivité des populations démunies, mais la pratique quotidienne des catégories sociales les plus favorisées, les élites urbaines dominantes.

On se retrouve en bout de ligne dans une situation un peu particulière où la communauté des analystes de l'urbain n'a pas encore abandonné totalement ses anciennes croyances magiques tout en essayant de se donner les moyens de construire des explications désenchantées sur la ville algérienne.

